Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 124 (1979)
Heft: 10

Artikel: Le "testament" politique et stratégique du général Haig
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344248

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le «testament» politique et stratégique du général Haig

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

A l'âge de cinquante-quatre ans, le général Haig, alors commandant en chef allié en Europe, a quitté à la fois ses hautes fonctions et la vie militaire. On s'est interrogé sur le sens et la portée de ce double départ. La presse a prêté à l'ancien SACEUR l'intention de se lancer dans la politique, d'autant plus qu'au cours de sa carrière il avait été tant l'assistant de M. Cyrus Vance que le confident de l'ancien ministre Kissinger et même du président Nixon. Mais le général a démenti tout projet de sa part de solliciter un mandat parlementaire. Par contre, il a affirmé sa volonté de procéder à une large information de ses concitoyens sur certaines défaillances américaines dans les relations Est-Ouest.

En effet, sur le plan de la défense face à la menace soviétique croissante, il reproche à son pays d'avoir toléré la continuelle ascension de l'URSS vers la première place au niveau de l'armement nucléaire. Ainsi, dit-il, l'Union soviétique a pu freiner l'action des Etats-Unis, jadis arbitre suprême mondial, du fait de la supériorité de ses moyens stratégiques.

A vrai dire, le général Haig avait déjà, à diverses reprises, signalé les faiblesses du front atlantique, en forces atomiques et classiques. Nous évoquerons ces prises de position, en nous référant à des exposés publiés par lui dans la «Revue de l'OTAN» et dans un article de presse récent.

«L'OTAN et la sécurité de l'Ouest»

C'est sous ce titre que le général Haig a donné son opinion sur la valeur de la défense atlantique face à certains défis soviétiques. Car, dit-il: «L'essor de la puissance militaire de l'URSS, où l'on peut voir le reflet de son inébranlable résolution, s'est poursuivi implacablement.» Et elle se traduit, précise-t-il, «par l'affectation régulière et systématique de ressources supplémentaires à ses forces, tous les ans, depuis plus d'une décennie».

Au total, 100000 hommes se sont ajoutés au front de l'Est, où le nombre de chars s'est accru de 40%. Par ailleurs, la marine soviétique,

jadis affectée essentiellement à la défense des côtes, est devenue «une force offensive de proportions planétaires».

Enfin, les ventes d'armes par l'URSS ont dépassé celles des Etats-Unis dans la proportion de cinq à trois, pour les chars, de deux et demi à un pour les avions. Et, renforcée par une présence cubaine, l'aide militaire russe a permis une certaine mainmise de l'URSS dans plus de vingt Etats africains.

En somme, la menace de l'Est est devenue largement offensive et planétaire. Et ce défi, précise le général Haig, n'a pas été reconnu immédiatement par les responsables politiques de l'Alliance. Les autorités militaires de l'OTAN, elles, ont du moins eu le mérite d'en prendre pleinement conscience. D'où le «processus rectificatif» mis au point par l'organisation atlantique, en 1975, et poursuivi avec l'appui des sénateurs Nunn et Barlett, aux Etats-Unis. Ainsi ont été améliorés:

— l'état de *préparation des forces*;
— un processus de *renforcement accéléré* des forces en cas de crise;
— une certaine *harmonisation des doctrines* et procédures.

Et, au sommet de Londres de 1977, le président américain a pris certains engagements pour son pays. A son initiative, les principaux alliés ont consenti à une augmentation de 3% par an de leurs budgets militaires. Ces mesures avaient d'autant plus de chances d'améliorer la situation de l'Occident atlantique que, selon le général Haig, «l'Union soviétique reste un colosse aux pieds d'argile — un tigre en papier». Elle risque une éventuelle crise de l'énergie et des troubles intérieurs longtemps contenus.

Toutefois, admet le général, les difficultés soviétiques ne «justifient qu'un optimisme prudent». Car diverses contradictions de l'Occident de la Défense concrétisent un réel danger. Parmi elles il cite:

1° *La contradiction entre les nécessités de la défense et nos exigences socio-économiques.*

En fait, on ne parviendra pas à réaliser ces dernières si l'on sape les bases de la sécurité.

2° *La contradiction qui consiste à confondre régimes autoritaires et régimes totalitaires.*

Car si, dans le premier cas, les circonstances peuvent imposer une direction temporaire ferme, détenue par une élite, les pays en cause peuvent ensuite accéder à la démocratie, une fois le danger éliminé. Par contre, les régimes totalitaires ont des visées d'application universelle et concrétisent donc une constante menace, notamment pour les nations occidentales.

3° *La contradiction entre une défense des régions centrales, étoffées, et celle des flancs, également à assurer.*

En effet, ce serait une erreur que de se contenter d'un effort central, alors que la menace devient de plus en plus périphérique.

4° *La contradiction entre les progrès dans le domaine du contrôle des armements et les besoins permanents de la défense.*

Il est indispensable, selon le général Haig, que l'équivalence entre les USA et l'URSS soit maintenue à tous points de vue, car elle seule permettra de sauvegarder la sécurité de l'Occident au meilleur prix.

Certes, poursuit l'ancien SACEUR, les deux parties ont déclaré, en 1972, que «des avantages unilatéraux aux dépens de l'autre partie sont incompatibles avec l'objectif poursuivi», c'est-à-dire avec la volonté d'éliminer les affrontements militaires.

Or, en Afrique, en prenant la direction des «mouvements de libération», l'URSS s'efforce de parvenir à un rapport des forces favorable à ses objectifs. Et le général se demande si le moment n'est pas venu, pour toutes les nations atlantiques, de «peser attentivement les graves implications de cette activité soviétique». Il exhorte les deux parties à tenir leur engagement de promouvoir des conditions dans lesquelles «tous les pays vivront en paix et en sécurité», sans risque, pour eux, d'ingérences extérieures dans leurs affaires intérieures. Et c'est sur cette recommandation que se terminait l'article du général Haig, en 1978. Mais, en juin 1979, c'est-à-dire à la veille de son départ de l'OTAN, il complétait ses exhortations antérieures par une sorte de testament politique et militaire, publié également par la «Revue de l'OTAN».

«L'OTAN un programme pour l'avenir»

C'est là le titre de ces dernières recommandations de l'ancien commandant en chef qui, avant de quitter ses fonctions, voulait «évaluer, en peu de mots, les activités de l'OTAN, compte tenu des défis que nous

affrontons et des mesures qui devront être appliquées au cours des prochaines années».

Rappelant la «croissance acharnée de la puissance soviétique» et certaines dispositions prises par l'OTAN pour renforcer son potentiel militaire, il cite: l'*amélioration de la capacité antiblindés*, les *stocks de réserve* accrus, le *meilleur état de préparation* des forces, le *renforcement accéléré des forces* en cas de crise.

Mais surtout — et c'est là son testament d'ancien chef du front militaire de l'Alliance — il formule ses dernières recommandations, qui portent sur trois nécessités:

1° *La nécessité de renforcer le front sud-est de l'OTAN.* En effet, malgré la reprise des livraisons d'armements à la Turquie, la *situation s'est aggravée* sur cette partie du front de défense.

En effet, la Grèce reste en dehors de l'OTAN. En outre, le différend gréco-turc n'est toujours pas réglé et les difficultés économiques de la Turquie persistent. A vrai dire, le général Haig ne fait aucune allusion aux troubles intérieurs turcs qui aggravent encore la dégradation de la situation régionale. Mais il insiste sur la nécessité d'une action «rapide et généreuse de l'Alliance au profit de ce pays, face à une détresse économique».

2° *La nécessité de moderniser les forces nucléaires du théâtre.*

Le général rappelle ici les améliorations intervenues dans celles des Soviétiques et «dont les effets cumulatifs ont été de transformer l'ancienne supériorité de l'Ouest en un avantage soviétique», surtout pour les systèmes à longue portée. D'où un sérieux défi à l'Occident et dont les conséquences ont été évaluées par le Groupe des plans nucléaires de l'OTAN. Or, les contre-mesures à adopter par ce dernier sont susceptibles d'impliquer «de sérieux risques politiques et économiques».

Mais la stratégie de la riposte flexible reste valable, estime le général. Car elle «fournit le cadre essentiel pour dissuader le déclenchement des hostilités et, si la dissuasion échouait, pour limiter le conflit aux niveaux les plus bas».

Or, il importe que les forces en cause soient modernisées et que leur coût soit réparti entre les différents pays. En outre, un contrôle des armements est nécessaire pour assurer le freinage des renforcements ininterrompus des forces de l'Est. Mais il convient aussi que, sur le plan

national, les Etats membres prennent les mesures pour la modernisation des forces nucléaires du théâtre. Un consensus au niveau de l'Alliance est indispensable pour une telle action, qui fournira promptement les moyens modernes indispensables au front atlantique. Le général souhaite, en outre, que s'engagent bientôt, efficacement, les conversations Salt III.

3° *La nécessité de reconnaître les implications, au niveau de l'Alliance, des activités soviétiques à l'échelle planétaire.*

Selon le général Haig, il est devenu indispensable de résoudre les problèmes posés à la sécurité européenne par les événements intervenant en dehors des limites de la zone atlantique, mais qui seraient de nature à compromettre la sécurité de l'Alliance. Il rappelle certaines évolutions qui, en Afrique, au Proche et en Extrême-Orient ont procuré des partenaires nouveaux à l'Union soviétique. Il attire l'attention sur la progression de l'URSS, sur les menaces pesant sur les sources d'approvisionnement de l'Occident en matières premières et énergétiques. Il cite aussi certaines évolutions dans l'attitude de divers pays, de l'Arabie séoudite notamment, dont la politique recherche toujours une certaine adaptation au vainqueur du moment...

En fait, constate-t-il, pendant près de trente ans, les Etats-Unis, à cause de leur supériorité nucléaire, ont été l'ultime arbitre des crises locales ou régionales dans lesquelles ils affrontaient, directement ou indirectement, l'URSS. Mais l'évolution récente a mis fin à cette position supérieure. En effet, les possibilités d'action de l'Union soviétique, et sa volonté d'une intervention générale, ont rendu plus difficile une réplique occidentale à la nouvelle menace planétaire. Et, conclut le général Haig, «l'Ouest devra élaborer des politiques régionales bien plus coordonnées» et aboutir à une «stratégie mondiale complète et équilibrée».

Telles sont les dispositions essentielles de ce «testament» de l'ancien SACEUR. Mais il semble bien que le général Haig reproche surtout à son propre pays de ne pas s'être engagé résolument et sans réserve dans la stratégie perçue comme nécessaire par l'OTAN. Et, dans un article récent publié par «L'Aurore», il condamne bien l'attitude des Etats-Unis pendant les dernières années. «L'Occident, dit-il, ne peut plus compter sur la supériorité nucléaire des Etats-Unis comme arbitre suprême de chaque crise impliquant directement ou indirectement

l'Union soviétique. Ce renversement de la situation est le fait d'une décision prise délibérément par les Américains...» Et le général explique aux lecteurs, qu'avant la mise en place par les USA des nouveaux systèmes nucléaires vers le milieu des années 80, le dispositif de l'URSS aura compromis la possibilité, pour l'Occident, de faire face aux crises. En somme, à une stratégie mondiale soviétique, basée sur des moyens accrus, l'Amérique et l'OTAN n'auront plus la possibilité de répondre efficacement à l'aide d'un dispositif nettement supérieur. Or, il est indispensable qu'à une menace stratégique mondiale puisse réagir une stratégie fondée, elle aussi, sur un arsenal et sur une volonté comparables à ceux de l'Union soviétique.

* *
*

Que penser des avertissements et de la démission du général Haig? Le chef américain a précisé à des journalistes qu'il ne poursuivait pas d'ambitions politiques. Mais, déjà en 1978, il avait manifesté son désir de départ, retardé seulement d'un an sur l'insistance de M. Brown, ministre de la Défense des USA.

Il est probable que, n'ayant pas été suivi entièrement par son gouvernement dans ses recommandations, il ait préféré retrouver une entière liberté d'action pour mener une campagne d'éclaircissement aux Etats-Unis, sous une forme ou sous une autre. Car son ambition, c'est d'inciter ses compatriotes à un effort national accru, afin de parvenir de nouveau à une égalité nucléaire avec l'Est. Sans solliciter de mandat politique, il pourra ainsi rejoindre le camp de ceux qui, tels les sénateurs Nunn et Bartlett, d'ailleurs cités par lui, croient devoir faire entendre leurs voix, afin de susciter une meilleure défense, donc la survie, d'un certain Occident, de l'Amérique surtout, qui n'a pas su maintenir sa supériorité, donc son arbitrage, dans un monde en mutation. C'est ainsi que l'ancien commandant en chef allié compte agir désormais efficacement, souhaitons-le, au service de l'Alliance et de la Liberté.

F.-Th. S.